

Questions orales

[Traduction]

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire pour le ministre.

Le ministre nous dit qu'un débat au Parlement sur une éventuelle entrée en guerre serait un retard. Le ministre n'est pas prêt à nous donner des détails sur les effets des sanctions économiques, qui sont la raison pour laquelle nous sommes actuellement au Moyen-Orient.

Pourquoi le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ne donne-t-il pas à cette Chambre une idée des renseignements qu'il a sur l'effet des sanctions économiques?

Il me semble que la population canadienne a le droit de savoir pour quelle raison nous parlons de guerre avant d'avoir démontré que les sanctions n'avaient pas d'effet.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je pense que la députée était présente lorsque j'ai répondu à la même question posée par le député de Winnipeg. Je ne sais pas si elle était présente d'esprit, mais elle était présente de corps, lorsque j'ai répondu. Je vais recommencer. La réponse à la question sur l'efficacité des sanctions comporte deux éléments: L'un est de savoir si les sanctions modifient le comportement de Saddam Hussein. Jusqu'à présent, cela ne semble pas être le cas.

• (1430)

L'autre aspect est de savoir si les sanctions ont l'appui général du reste de la communauté internationale. De toute évidence, oui. C'est en grande partie en raison du blocus maritime, dont le succès est dû, partiellement, au comportement exemplaire des Canadiens qui servent dans la région. Il est certain que le gouvernement du Canada est partisan de laisser le temps aux sanctions de faire leur effet. C'est notre position. La députée voudrait peut-être revenir. . . Vous ne souhaitez pas que je continue, monsieur le Président.

Des voix: Bravo!

LE CHÔMAGE

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie.

J'attire de nouveau l'attention du gouvernement sur le fait que les fermetures et les ralentissements des usines ainsi que le nombre important de licenciements dans l'industrie forestière ont créé de très graves problèmes économiques et humains dans la vallée supérieure de l'Outaouais et dans l'est de l'Ontario en général. Après compensation des gains et des pertes, on s'aperçoit que bien plus de 3 000 emplois ont disparu.

Le ministre peut-il nous assurer aujourd'hui que son ministère présentera des mesures économiques visant à aider l'est de l'Ontario de façon utile et pratique?

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Monsieur le Président, comme nous l'avons déjà dit, personne dans cette Chambre n'aime voir des usines fermer et être témoin de perturbations économiques. Je crois que ce que nous devons faire—et mon collègue le sait—c'est travailler avec les divers secteurs de l'industrie pour voir ce que l'on pourrait faire pour chacun d'entre eux en ce qui concerne leur développement futur, et essayer de préparer un genre de plan d'exploitation, si vous voulez, pour l'avenir. C'est ce que nous faisons actuellement.

Je ne pense pas qu'en tant que gouvernement l'on puisse faire beaucoup plus, sauf injecter plus d'argent, et cela n'est pas possible.

[Français]

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je veux demander une question supplémentaire au même ministre.

Depuis janvier 1989, Cornwall a perdu 1 100 emplois; Renfrew, 1 600; Hawkesbury, 250; et Alexandria, 325 emplois, incluant 100 mises à pied à l'usine de textile Consoltex dans les deux dernières semaines. Quand le gouvernement va-t-il prendre ses responsabilités? Quand va-t-il nous accorder un programme de développement pour aider l'est de l'Ontario? Est-ce qu'il faut tous perdre nos *jobs* avant d'avoir quelque chose?

[Traduction]

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Monsieur le Président, comme le ministre des Finances l'a répété maintes fois à ce député, la fermeture d'usines ne plaît à personne.